



Informations de base	
2024/2051(INI)	Procédure terminée
INI - Procédure d'initiative	
Un budget à long terme rénové pour l'Union dans un monde en mutation	
Subject	
8.70 Budget de l'Union	

Acteurs principaux				
Parlement européen	Commission au fond		Rapporteur(e)	Date de nomination
	BUDG Budgets		MUREȘAN Siegfried (EPP)	04/10/2024
			TAVARES Carla (S&D)	04/10/2024
	Commission pour avis		Rapporteur(e) pour avis	Date de nomination
	AFET Affaires étrangères		VAUTMANS Hilde (Renew)	19/12/2024
	DEVE Développement		ANDREWS Barry (Renew)	31/03/2025
	CONT Contrôle budgétaire		GOTINK Dirk (EPP)	18/12/2024
	ECON Affaires économiques et monétaires		BOESELAGER Damian (Greens/EFA)	10/10/2024
	EMPL Emploi et affaires sociales		TOMC Romana (EPP)	03/10/2024
	ENVI Environnement, climat et sécurité alimentaire		HADJIPANTELA Michalis (EPP)	26/11/2024
	ITRE Industrie, recherche et énergie		EHLER Christian (EPP)	24/10/2024
	IMCO Marché intérieur et protection des consommateurs		SALLA Aura (EPP)	14/01/2025
	TRAN Transports et tourisme		SERRANO SIERRA Rosa (S&D)	04/11/2024

	REGI Développement régional	BENEA Dragoș (S&D)	22/10/2024
	AGRI Agriculture et développement rural	BONACCINI Stefano (S&D)	27/01/2025
	CULT Culture et éducation	HEIDE Hannes (S&D)	24/10/2024
	LIBE Libertés civiles, justice et affaires intérieures	FOURLAS Loucas (EPP)	21/11/2024
	AFCO Affaires constitutionnelles	Président au nom de la commission SIMON Sven (EPP)	14/10/2024
	FEMM Droits de la femme et égalité des genres	GEESE Alexandra (Greens /EFA)	04/12/2024
Commission européenne	DG de la Commission	Commissaire	
	Budget	SERAFIN Piotr	

Événements clés			
Date	Événement	Référence	Résumé
10/10/2024	Annonce en plénière de la saisine de la commission		
23/04/2025	Vote en commission		
25/04/2025	Dépôt du rapport de la commission	A10-0076/2025	
06/05/2025	Débat en plénière		
07/05/2025	Décision du Parlement	T10-0090/2025	Résumé
07/05/2025	Résultat du vote au parlement		

Informations techniques	
Référence de la procédure	2024/2051(INI)
Type de procédure	INI - Procédure d'initiative
Sous-type de procédure	Rapport d'initiative
Base juridique	Règlement du Parlement EP 55
État de la procédure	Procédure terminée
Dossier de la commission	BUDG/10/01070

Parlement Européen

Type de document	Commission	Référence	Date	Résumé
Projet de rapport de la commission		PE766.828	29/01/2025	
Amendements déposés en commission		PE769.935	24/02/2025	
Amendements déposés en commission		PE770.041	24/02/2025	
Avis de la commission	CULT	PE768.141	19/03/2025	
Avis de la commission	ITRE	PE768.240	19/03/2025	
Avis de la commission	TRAN	PE769.921	19/03/2025	
Avis de la commission	AFCO	PE768.115	20/03/2025	
Avis de la commission	AFET	PE769.922	20/03/2025	
Avis de la commission	AGRI	PE768.078	27/03/2025	
Avis de la commission	ECON	PE765.334	31/03/2025	
Avis de la commission	EMPL	PE765.094	01/04/2025	
Avis de la commission	CONT	PE768.034	02/04/2025	
Avis de la commission	REGI	PE770.104	02/04/2025	
Avis de la commission	ENVI	PE766.970	08/04/2025	
Avis de la commission	DEVE	PE768.043	09/04/2025	
Avis de la commission	FEMM	PE768.213	09/04/2025	
Avis de la commission	LIBE	PE769.925	09/04/2025	
Avis de la commission	IMCO	PE767.893	23/04/2025	
Rapport déposé de la commission, lecture unique		A10-0076/2025	25/04/2025	
Texte adopté du Parlement, lecture unique		T10-0090/2025	07/05/2025	Résumé

Commission Européenne

Type de document	Référence	Date	Résumé
Réaction de la Commission sur le texte adopté en plénière	SP(2025)06	25/06/2025	

Réunions avec des représentant(e)s d'intérêts, publiées conformément au règlement intérieur

Rapporteur(e)s, rapporteur(e)s fictifs/fictives et président(e)s des commissions

Transparence				
Nom	Rôle	Commission	Date	Représentant(e)s d'intérêts

MUREŞAN Siegfried	Rapporteur(e)	BUDG	16/10/2025	BUSINESSEUROPE
MUREŞAN Siegfried	Rapporteur(e)	BUDG	07/10/2025	COPA COGECA Secretary General
MUREŞAN Siegfried	Rapporteur(e)	BUDG	24/09/2025	Farm Europe
MUREŞAN Siegfried	Rapporteur(e)	BUDG	24/09/2025	Presidents of COPA COGECA
MUREŞAN Siegfried	Rapporteur(e)	BUDG	04/09/2025	President of Copa
MUREŞAN Siegfried	Rapporteur(e)	BUDG	04/09/2025	Federation of German Industries
KELLER Fabienne	Rapporteur(e) fictif/fictive	BUDG	25/06/2025	European Federation of Journalists
TAVARES Carla	Rapporteur(e)	BUDG	25/03/2025	Eurocities Mayor of Strasbourg
CHAHIM Mohammed	Rapporteur(e) fictif/fictive pour avis	ENVI	24/03/2025	WWF European Policy Programme
SCHILLING Lena	Rapporteur(e) fictif/fictive pour avis	BUDG	19/03/2025	ÖBB-Holding AG
TAVARES Carla	Rapporteur(e)	BUDG	17/02/2025	Comunidade Intermunicipal do Douro (CIMDOURO)
GOERENS Charles	Rapporteur(e) pour avis	DEVE	05/02/2025	VOICE eu
VAUTMANS Hilde	Rapporteur(e) pour avis	AFET	03/02/2025	UNICEF
VAUTMANS Hilde	Rapporteur(e) pour avis	AFET	30/01/2025	Search for Common Ground
GOERENS Charles	Rapporteur(e) pour avis	DEVE	30/01/2025	UNICEF
GOERENS Charles	Rapporteur(e) pour avis	DEVE	28/01/2025	World bank Group
TAVARES Carla	Rapporteur(e)	BUDG	27/01/2025	Magellan Circle - European Affairs Consultancy
MARQUARDT Erik	Rapporteur(e) fictif/fictive pour avis	DEVE	21/01/2025	ODI Europe
OLIVEIRA João	Rapporteur(e) fictif/fictive	BUDG	17/01/2025	Naturschutzbund Deutschland e.V. WWF European Policy Programme
DOBREV Klára	Rapporteur(e) fictif/fictive pour avis	EMPL	15/01/2025	Social Platform
GEESE Alexandra	Rapporteur(e) pour avis	FEMM	10/12/2024	Organisation for Economic Co-operation and Development
TAVARES Carla	Rapporteur(e)	BUDG	04/12/2024	MBDA

Autres membres

Transparence		
Nom	Date	Représentant(e)s d'intérêts
YAR Lucia	28/04/2025	Permanent Representation of the Slovak Republic to the EU
BOYLAN Lynn	25/02/2025	WWF European Policy Programme
SINGER Christine	24/02/2025	WWF Deutschland WWF European Policy Programme
UŠAKOVŠ Nils	05/02/2025	CEE Bankwatch Network

Un budget à long terme rénové pour l'Union dans un monde en mutation

2024/2051(INI) - 07/05/2025 - Texte adopté du Parlement, lecture unique

Le Parlement européen a adopté par 317 voix pour, 206 contre et 123 abstentions, une résolution sur un budget à long terme rénové pour l'Union dans un monde en mutation.

Pour répondre aux défis d'un monde en mutation rapide, le Parlement a insisté pour que la dotation du prochain cadre financier pluriannuel (CFP) soit supérieure à celle du CFP pour la période 2021 à 2027, **en s'éloignant de la limite historique restrictive de 1% de son RNB**. Le prochain CFP devrait être axé sur le financement de biens publics européens qui possèdent une valeur ajoutée évidente par rapport aux dépenses nationales.

Les députés estiment que la **gestion partagée** des dépenses après 2027 ne peut reposer sur l'approche de «plan national unique par État membre» calquée sur la facilité pour la reprise et la résilience. Au lieu de cela, ils demandent que la gestion partagée préserve le rôle du Parlement en tant que législateur et autorité budgétaire et qu'elle implique les autorités locales et régionales. Les députés ont demandé que le prochain CFP continue de soutenir la cohésion économique, sociale et territoriale

De l'avis du Parlement, l'idée d'un «**Fonds général pour la compétitivité**» envisagée par la Commission - qui fusionnerait plusieurs programmes existants – n'est pas adaptée à l'objectif visé. Le fonds devrait plutôt être un nouvel instrument qui tire parti d'outils de financement fondée sur les leçons tirées du programme InvestEU et du Fonds pour l'innovation et qui vienne compléter les programmes existants qui sont couronnés de succès.

Le Parlement appelle également à :

- **avancer vers une véritable union de la défense** étant donné le retrait des États-Unis de leur rôle de garant mondial de la paix et de la sécurité, en soutenant une approche globale de la sécurité grâce à une hausse des investissements sans réduire les dépenses en faveur de la cohésion économique et sociale;

- une véritable **simplification** pour les bénéficiaires finaux qui ne doit pas donner une plus grande latitude accordée à la Commission sans les contre-pouvoirs nécessaires et qui doit respecter l'équilibre institutionnel prévu par les traités;

- faire en sorte que les programmes de dépenses conservent une importante **réserve de flexibilité intégrée** dont les crédits seraient affectés à des objectifs stratégiques spécifiques déterminés par l'autorité budgétaire. La flexibilité de l'aide humanitaire devrait être cantonnée et le CFP postérieur à 2027 devrait comporter deux instruments spéciaux, l'un destiné à assurer la solidarité en cas de catastrophes naturelles et l'autre destiné à répondre aux crises de manière générale;

- protéger le budget de l'Union des abus, des fraudes et des violations des principes de **l'état de droit** en renforçant le lien entre l'état de droit et le budget de l'Union après 2027.

Le remboursement des emprunts contractés dans le cadre de **NextGenerationEU** ne doit pas menacer le financement des stratégies et priorités de l'Union. Les députés insistent, par conséquent, pour que tous les coûts liés aux emprunts garantis par le budget de l'Union soient traités séparément des crédits destinés aux programmes de l'Union dans le cadre de l'architecture du prochain CFP. Le Conseil est invité à adopter d'urgence de **nouvelles ressources propres** afin de permettre le remboursement durable des emprunts contractés dans le cadre de NextGenerationEU.

Un budget à long terme doté d'un objectif renouvelé en matière de dépenses

Le prochain budget devrait permettre à l'Union d'atteindre ses objectifs stratégiques, à savoir i) la compétitivité, l'autonomie stratégique, la cohésion sociale, économique et territoriale, ii) le soutien aux transitions écologique et numérique, iii) la sécurité, la défense et la préparation, iv) l'action extérieure et l'élargissement, v) la promotion des droits fondamentaux, des valeurs de l'Union et de l'état de droit.

Les députés estiment que le CFP postérieur à 2027 devrait, entre autres:

- renforcer la compétitivité, la décarbonation de l'économie et l'amélioration de la capacité de l'Union en matière d'innovation;

- encourager la croissance économique, mais aussi la cohésion sociale, économique et territoriale et la durabilité environnementale;

- tirer parti des synergies entre l'investissement public et l'investissement privé afin de combler le déficit d'investissement;

- permettre de réduire les risques pour les investissements privés, de mobiliser ces investissements et d'en tirer parti, en facilitant ainsi l'accès des jeunes pousses et des PME aux financements;

- augmenter de manière significative le financement de la recherche et de l'innovation et prévoir des investissements dans le secteur spatial;

- prévoir un financement bien plus important et géré directement en faveur des infrastructures énergétiques, numériques et dans le domaine des transports;

- contribuer à créer des emplois de qualité bien rémunérés par l'intermédiaire de programmes tels que le Fonds social européen plus et Erasmus+;

- soutenir les grands secteurs économiques et créateurs d'emplois dans lesquels l'Union est déjà un chef de file mondial, tels que le tourisme et les secteurs de la culture et de la création;

- continuer à soutenir la compétitivité et la résilience des secteurs de l'agriculture et de la pêche de l'Union et prévoir un budget accru et spécifique pour la PAC face aux nouveaux défis mondiaux auxquels sont confrontés les agriculteurs de l'Union;

- permettre à l'Union de jouer un rôle central dans la réduction des inégalités, de la pauvreté et de l'exclusion sociale, notamment en soutenant les enfants, les familles et les groupes vulnérables.

Le Parlement propose de soutenir et d'accélérer les **transitions écologique et numérique** notamment grâce à une augmentation du soutien direct en faveur de la protection de l'environnement, de la biodiversité et de l'action pour le climat, en s'appuyant sur l'actuel programme LIFE et à un soutien au développement et à l'application en toute sécurité des technologies numériques.

Dans la mesure où le déficit de **dépenses en faveur de la défense** s'élève actuellement à 500 milliards d'EUR pour les dix prochaines années, les députés soulignent que le budget de l'Union a un rôle important à jouer, en liaison avec les budgets nationaux et en mettant l'accent sur une valeur ajoutée européenne manifeste. Ils demandent le renforcement des investissements conjoints au niveau de l'Union en matière de défense, soutenu par une structure de gouvernance claire et transparente, tout en mettant l'accent sur l'importance d'accroître le soutien budgétaire en faveur de la mobilité militaire.

Le budget doit également confirmer le rôle de l'Union en tant que premier pourvoyeur mondial **d'aide au développement** et de financements en faveur de l'action climatique et doit soutenir l'Union dans les mesures qu'elle prend pour défendre l'ordre international fondé sur des règles, la démocratie, le multilatéralisme, les droits de l'homme et les valeurs fondamentales. Compte tenu de l'ampleur des crises humanitaires, de l'intensification des problèmes mondiaux et de l'incertitude de l'aide américaine sous l'administration actuelle, le financement de l'aide humanitaire devra être considérablement revu à la hausse.

La résolution souligne enfin l'importance du budget et des programmes de l'Union tels qu'Erasmus+ et «Citoyens, égalité, droits et valeurs» afin de **promouvoir et protéger la démocratie et les valeurs de l'Union**, faire connaître le patrimoine culturel commun de l'Union et favoriser l'intégration européenne, renforcer l'engagement citoyen, l'éducation civique et la participation des jeunes. Elle demande, à cet égard, une augmentation du financement d'Erasmus+ dans le prochain CFP.

Selon les députés, le budget à long terme devra i) intégrer les objectifs stratégiques de l'Union, ii) être accompagné par une administration efficace au service des Européens, iii) être plus simple et plus transparent, iv) être plus flexible et plus réactif aux crises et aux chocs, v) être davantage axé sur les résultats, vi) gérer les passifs de façon viable, vii) être doté de ressources suffisantes et financé de manière durable et viii) être fondé sur une coopération interinstitutionnelle étroite.